

204/2016 - 21 octobre 2016

Transmission des données du déficit et de la dette pour 2015 - 2^{ème} notification

Déficit public de la zone euro et de l'UE28 respectivement de 2,1% et 2,4% du PIB

Dette publique à 90,4% et 85,0%

Le déficit ainsi que la dette publique se sont réduits en termes relatifs en 2015 par rapport à 2014, tant dans la **zone euro** (ZE19) que dans l'**UE28**. Le ratio du déficit public par rapport au PIB a baissé dans la **zone euro**, passant de 2,6% en 2014 à 2,1% en 2015, ainsi que dans l'**UE28**, de 3,0% à 2,4%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a reculé dans la **zone euro**, passant de 92,0% à la fin de l'année 2014 à 90,4% à la fin de l'année 2015, ainsi que dans l'**UE28**, de 86,7% à 85,0%.

Dans ce communiqué de presse, **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, fournit les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, sur la base des chiffres déclarés par les États membres dans le cadre de la deuxième notification de 2016 pour les années 2012 à 2015, dans le cadre de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs (PDE). Cette notification est fondée sur le système des comptes nationaux SEC 2010. Ce communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques.

		2012	2013	2014	2015
Zone euro (ZE19)					
PIB prix du marché (pm)	(millions euro)	9 835 733	9 932 136	10 133 243	10 455 774
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-357 885	-294 253	-261 211	-214 962
	(% du PIB)	-3,6	-3,0	-2,6	-2,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,7	49,7	49,4	48,5
Recettes publiques	(% du PIB)	46,1	46,7	46,8	46,5
Dette publique	(millions euro)	8 798 628	9 072 295	9 326 349	9 449 336
	(% du PIB)	89,5	91,3	92,0	90,4
UE28					
PIB prix du marché (pm)	(millions euro)	13 447 007	13 555 150	13 996 021	14 702 097
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-572 173	-445 087	-418 997	-347 618
	(% du PIB)	-4,3	-3,3	-3,0	-2,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,0	48,7	48,1	47,3
Recettes publiques	(% du PIB)	44,7	45,4	45,2	44,9
Dette publique	(millions euro)	11 268 771	11 615 719	12 140 632	12 494 504
	(% du PIB)	83,8	85,7	86,7	85,0

En 2015, le **Luxembourg** (+1,6%), l'**Allemagne** (+0,7%), la **Suède** (+0,2%) et l'**Estonie** (+0,1%) ont affiché un excédent public. Les déficits publics les plus faibles, par rapport au PIB, ont été enregistrés en **Lituanie** (-0,2%), en **République tchèque** (-0,6%), en **Roumanie** (-0,8%) et en **Autriche** (-1,0%). Six États membres ont affiché un déficit supérieur ou égal à 3% du PIB: la **Grèce** (-7,5%), l'**Espagne** (-5,1%), le **Portugal** (-4,4%), le **Royaume-Uni** (-4,3%), la **France** (-3,5%) ainsi que la **Croatie** (-3,3%).

À la fin de l'année 2015, les plus faibles ratios de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (10,1%), au **Luxembourg** (22,1%), en **Bulgarie** (26,0%), en **Lettonie** (36,3%) et en **Roumanie** (37,9%). Dix-sept États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB, les plus élevés ayant été enregistrés en **Grèce** (177,4%), en **Italie** (132,3%), au **Portugal** (129,0%), à **Chypre** (107,5%) et en **Belgique** (105,8%).

En 2015, les dépenses publiques dans la **zone euro** ont représenté 48,5% du PIB et les recettes publiques 46,5%. Dans l'**UE28**, elles ont été respectivement de 47,3% et 44,9% du PIB. Entre 2014 et 2015, le ratio des dépenses publiques ainsi que celui des recettes publiques ont baissé dans les deux zones.

Réerves sur les données déclarées

Chypre: Eurostat **formule une réserve** sur la qualité des données notifiées par Chypre concernant une série de problèmes techniques, tels que l'enregistrement de flux UE, la base du solde budgétaire de l'administration centrale, l'utilisation incomplète de sources de données pour la comptabilité en droits constatés et l'absence de signalement d'écarts statistiques dans les tableaux PDE, problèmes qui n'ont pas été clarifiés de manière satisfaisante au cours de l'exercice d'évaluation des données d'octobre 2016. Eurostat va étudier ces problèmes avec les autorités statistiques chypriotes.

Belgique: Eurostat **maintient la réserve formulée** sur la qualité des données notifiées par la Belgique s'agissant de la classification sectorielle des hôpitaux. Eurostat considère que, conformément au SEC 2010, les hôpitaux sous contrôle public en Belgique doivent être classés au sein des administrations publiques, ce qui n'est actuellement pas le cas. Une prochaine reclassification devrait entraîner une hausse limitée de la dette publique.

Hongrie: Eurostat **maintient la réserve formulée** sur la qualité des données notifiées par la Hongrie s'agissant de la classification sectorielle d'Eximbank (Hungarian Export-Import Bank Plc). Eximbank doit être reclassée au sein du secteur des administrations publiques, ce qui entraînera une hausse de la dette publique. De plus, Eurostat discute actuellement avec les autorités statistiques hongroises d'un possible reclassement d'opérations effectuées par la Banque nationale hongroise, considérées être menées pour le compte du gouvernement.

France: Eurostat **lève la réserve** sur la qualité des données notifiées par la France sur (1) la classification sectorielle du Fonds de garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) car l'entité a été reclassée par l'INSEE au sein du secteur des administrations publiques et (2) l'enregistrement choisi par l'INSEE des coûts de règlement liés à la restructuration d'instruments complexes de dette émis par les collectivités locales, dans l'attente des résultats de consultations en cours au niveau de l'UE sur cette question.

Modification par Eurostat de données déclarées

Eurostat n'a apporté aucune modification aux données transmises par les États membres.

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

Tim ALLEN

Tél: +352-4301-33 444

eurostat-pressoffice@ec.europa.eu



Demandes média: Eurostat media support

Tél: +352-4301-33 408

eurostat-mediasupport@ec.europa.eu



ec.europa.eu/eurostat/



[@EU_Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

Informations géographiques

Zone euro (ZE19): Belgique, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Finlande. Dans le tableau, la zone euro inclut la Lettonie et la Lituanie sur l'ensemble de la période, bien que la Lettonie ait rejoint la zone euro le 1^{er} janvier 2014 et la Lituanie le 1^{er} janvier 2015.

Jusqu'au 30 juin 2013, l'Union européenne (UE27) comprenait 27 États membres. Depuis le 1^{er} juillet 2013, l'**Union européenne (UE28)** comprend également la Croatie. Dans le tableau ci-joint, les données se réfèrent à l'UE28 uniquement pour toutes les années.

Méthodes et définitions

Conformément à l'article 14 (1) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, Eurostat publie, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données du déficit et de la dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs.

Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le **déficit (respectivement l'excédent) public** est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'états fédérés, administrations locales et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen des Comptes, SEC 2010). La **dette publique** (communément appelée dette de Maastricht ou dette PDE) est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).

- Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE28: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euros sont les suivants:
 - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen;
 - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
- Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour la Lettonie et la Lituanie, les données pour les années antérieures à l'adoption de l'euro ont été converties en euros en utilisant le taux de change irrévocable.

Les **dépenses et les recettes publiques** sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission du SEC 2010. Elles couvrent les transactions non financières des administrations publiques et incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement (UE) 549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 sur le système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne.

Prêts intergouvernementaux

Afin de consolider de façon appropriée la dette des administrations publiques dans les agrégats européens et de fournir cette information aux utilisateurs, Eurostat collecte et publie des données sur les prêts gouvernementaux aux autres États de l'UE, y compris ceux effectués via la Facilité Européenne de Stabilisation Financière (FESF). Pour les années 2012 à 2015, les données sur les prêts intergouvernementaux se réfèrent principalement aux prêts accordés à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal.

Évaluation des instruments de la dette

Eurostat examine actuellement, en coopération avec les États membres, la valorisation de certains instruments de dette, tels que les certificats non-négociables d'épargne et de trésorerie, dans le cadre de la PDE. Cela pourrait entraîner une hausse future de la dette publique dans certains États membres du fait de l'intégration des intérêts accumulés au sein de ces instruments.

Réserves et modifications

Le terme de "**réserves**" est défini dans l'article 15 (1) du règlement du Conseil (CE) 479/2009. La Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.

Conformément à l'article 15 (2) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, la Commission (Eurostat) peut **modifier** les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).

Révisions et calendrier

Dans la précédente publication des données pour la procédure de déficits excessifs, le déficit public 2015 s'établissait à 2,1% du PIB pour la ZE19 et à 2,4% du PIB pour l'UE28. La dette publique était respectivement de 90,7% et 85,2% du PIB. Voir le communiqué de presse [76/2016](#) du 21 avril 2016.

Plus d'informations

Pour de plus amples informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, merci de consulter la publication d'Eurostat (en anglais) "[Manual on government deficit and debt – Implementation of ESA 2010](#)".

Note d'information et tableaux complémentaires sur les interventions publiques visant à soutenir les institutions financières:

Eurostat publie, sur son site internet, des [tableaux complémentaires](#) par État membre.

Eurostat publie également une [note d'information](#) qui fournit de plus amples renseignements sur le contenu de ces tableaux complémentaires, ainsi que des tableaux synthétiques pour l'UE et la zone euro. Le tableau 2 de la note d'information présente des données, pour 2014 et 2015, sur le déficit/excédent public excluant l'impact des interventions publiques visant à soutenir les institutions financières. Il convient de noter que cette mesure ajustée du déficit/excédent public est uniquement destinée à améliorer la présentation des données pour les utilisateurs.

Stock des passifs sur les crédits commerciaux et les avances: Eurostat publie sur son site internet, comme information complémentaire sur les passifs des administrations publiques, des [données sur les crédits commerciaux et les avances](#), telles que déclarées par les États membres pour les années 2012 à 2015.

Il faut rappeler que, conformément au règlement du Conseil (CE) 479/2009, les engagements des administrations publiques relatifs à des crédits commerciaux et avances ne font pas partie de la dette PDE.

Ajustement flux-stock: Eurostat publie également une note sur [l'ajustement flux-stock](#) qui présente la contribution du déficit/excédent et les autres facteurs pertinents influant sur la variation du niveau de la dette.

Eurostat publiera également sur son site internet, dans la [section consacrée aux statistiques des finances publique et pour la PDE](#), des informations sur les comptes sous-jacents des administrations publiques.

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2012	2013	2014	2015
Belgique					
PIB pm	(millions euro)	387 500	391 712	400 805	410 351
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-16 316	-11 821	-12 254	-10 346
	(% du PIB)	-4,2	-3,0	-3,1	-2,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	55,8	55,7	55,1	53,9
Recettes publiques	(% du PIB)	51,6	52,7	52,0	51,3
Dette publique	(millions euro)	403 354	412 974	426 663	433 992
	(% du PIB)	104,1	105,4	106,5	105,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	7 198	8 600	8 956	8 547
	(% du PIB)	1,9	2,2	2,2	2,1
Bulgarie					
PIB pm	(millions BGN)	82 040	82 166	83 634	88 571
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	-262	-340	-4 559	-1 490
	(% du PIB)	-0,3	-0,4	-5,5	-1,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	34,5	37,6	42,1	40,7
Recettes publiques	(% du PIB)	34,1	37,1	36,6	39,0
Dette publique	(millions BGN)	13 700	13 978	22 554	23 049
	(% du PIB)	16,7	17,0	27,0	26,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions BGN)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
République tchèque					
PIB pm	(millions CZK)	4 059 912	4 098 128	4 313 789	4 554 615
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-159 552	-51 129	-83 063	-28 607
	(% du PIB)	-3,9	-1,2	-1,9	-0,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,5	42,6	42,2	42,0
Recettes publiques	(% du PIB)	40,5	41,4	40,3	41,3
Dette publique	(millions CZK)	1 805 429	1 840 412	1 819 098	1 836 255
	(% du PIB)	44,5	44,9	42,2	40,3
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions CZK)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Danemark					
PIB pm	(millions DKK)	1 882 625	1 903 520	1 942 584	1 985 347
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	-66 145	-20 357	28 494	-34 278
	(% du PIB)	-3,5	-1,1	1,5	-1,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	58,3	56,5	56,0	55,7
Recettes publiques	(% du PIB)	54,8	55,5	57,4	53,9
Dette publique	(millions DKK)	850 746	849 938	869 600	801 833
	(% du PIB)	45,2	44,7	44,8	40,4
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions DKK)	1 500	2 984	2 977	2 985
	(% du PIB)	0,1	0,2	0,2	0,2
Allemagne					
PIB pm	(millions euro)	2 758 260	2 826 240	2 923 930	3 032 820
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-929	-5 352	8 552	20 923
	(% du PIB)	0,0	-0,2	0,3	0,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,3	44,7	44,4	44,0
Recettes publiques	(% du PIB)	44,3	44,5	44,7	44,7
Dette publique	(millions euro)	2 204 507	2 189 153	2 188 671	2 157 880
	(% du PIB)	79,9	77,5	74,9	71,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	56 091	67 024	69 804	66 764
	(% du PIB)	2,0	2,4	2,4	2,2

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2012	2013	2014	2015
Estonie					
PIB pm	(millions euro)	17 935	18 890	19 758	20 252
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-46	-32	134	27
	(% du PIB)	-0,3	-0,2	0,7	0,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	39,3	38,5	38,5	40,3
Recettes publiques	(% du PIB)	39,0	38,4	39,1	40,5
Dette publique	(millions euro)	1 746	1 924	2 108	2 036
	(% du PIB)	9,7	10,2	10,7	10,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	355	458	485	455
	(% du PIB)	2,0	2,4	2,5	2,2
Irlande					
PIB pm	(millions euro)	175 754	180 209	193 160	255 815
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-14 014	-10 193	-7 197	-4 786
	(% du PIB)	-8,0	-5,7	-3,7	-1,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	41,8	39,8	37,8	29,4
Recettes publiques	(% du PIB)	33,8	34,1	34,1	27,6
Dette publique	(millions euro)	209 986	215 298	203 299	201 134
	(% du PIB)	119,5	119,5	105,2	78,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	347	347	347	347
	(% du PIB)	0,2	0,2	0,2	0,1
Grèce					
PIB pm	(millions euro)	191 204	180 654	177 941	175 697
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-16 905	-23 759	-6 412	-13 237
	(% du PIB)	-8,8	-13,2	-3,6	-7,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	55,4	62,3	50,6	55,4
Recettes publiques	(% du PIB)	46,6	49,1	47,0	47,9
Dette publique	(millions euro)	305 096	320 511	319 729	311 673
	(% du PIB)	159,6	177,4	179,7	177,4
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne					
PIB pm	(millions euro)	1 039 758	1 025 634	1 037 025	1 075 639
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-108 903	-71 853	-62 179	-55 163
	(% du PIB)	-10,5	-7,0	-6,0	-5,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,1	45,6	44,9	43,8
Recettes publiques	(% du PIB)	37,6	38,6	38,9	38,6
Dette publique	(millions euro)	890 726	978 272	1 040 883	1 073 189
	(% du PIB)	85,7	95,4	100,4	99,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	24 542	29 351	30 575	29 181
	(% du PIB)	2,4	2,9	2,9	2,7
France					
PIB pm	(millions euro)	2 086 929	2 115 256	2 139 964	2 181 064
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-100 448	-85 376	-84 846	-76 509
	(% du PIB)	-4,8	-4,0	-4,0	-3,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	56,8	57,0	57,3	57,0
Recettes publiques	(% du PIB)	52,0	52,9	53,4	53,5
Dette publique	(millions euro)	1 868 432	1 952 875	2 038 380	2 097 611
	(% du PIB)	89,5	92,3	95,3	96,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	42 030	50 266	52 362	49 976
	(% du PIB)	2,0	2,4	2,4	2,3

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2012	2013	2014	2015
Croatie					
PIB pm	(millions HRK)	330 456	329 571	328 109	333 837
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HRK)	-17 549	-17 446	-17 792	-11 027
	(% du PIB)	-5,3	-5,3	-5,4	-3,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	47,1	48,3	48,3	46,9
Recettes publiques	(% du PIB)	41,8	43,0	42,9	43,6
Dette publique	(millions HRK)	233 558	270 857	284 184	289 584
	(% du PIB)	70,7	82,2	86,6	86,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions HRK)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie					
PIB pm	(millions euro)	1 613 265	1 604 599	1 620 381	1 642 444
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-47 216	-43 218	-48 482	-42 931
	(% du PIB)	-2,9	-2,7	-3,0	-2,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	50,8	50,8	50,9	50,4
Recettes publiques	(% du PIB)	47,8	48,1	47,9	47,8
Dette publique	(millions euro)	1 989 878	2 070 013	2 137 119	2 172 673
	(% du PIB)	123,3	129,0	131,9	132,3
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	36 932	44 156	45 998	43 901
	(% du PIB)	2,3	2,8	2,8	2,7
Chypre					
PIB pm	(millions euro)	19 467	18 118	17 567	17 637
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 130	-891	-1 543	-196
	(% du PIB)	-5,8	-4,9	-8,8	-1,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	41,9	41,3	48,2	40,1
Recettes publiques	(% du PIB)	36,1	36,4	39,4	39,0
Dette publique	(millions euro)	15 431	18 519	18 819	18 964
	(% du PIB)	79,3	102,2	107,1	107,5
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	405	393	362	339
	(% du PIB)	2,1	2,2	2,1	1,9
Lettonie					
PIB pm	(millions euro)	21 848	22 774	23 608	24 348
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-182	-207	-369	-309
	(% du PIB)	-0,8	-0,9	-1,6	-1,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	37,1	37,0	37,5	37,1
Recettes publiques	(% du PIB)	36,3	36,1	35,9	35,8
Dette publique	(millions euro)	9 020	8 893	9 616	8 846
	(% du PIB)	41,3	39,0	40,7	36,3
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Lituanie					
PIB pm	(millions euro)	33 348	35 002	36 590	37 331
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 049	-917	-251	-76
	(% du PIB)	-3,1	-2,6	-0,7	-0,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	36,1	35,5	34,7	35,1
Recettes publiques	(% du PIB)	33,0	32,9	34,0	34,9
Dette publique	(millions euro)	13 264	13 550	14 825	15 940
	(% du PIB)	39,8	38,7	40,5	42,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2012	2013	2014	2015
Luxembourg					
PIB pm	(millions euro)	43 905	46 353	49 273	51 216
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	152	445	718	796
	(% du PIB)	0,3	1,0	1,5	1,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,3	43,4	42,3	42,1
Recettes publiques	(% du PIB)	44,6	44,4	43,8	43,7
Dette publique	(millions euro)	9 581	10 889	11 208	11 314
	(% du PIB)	21,8	23,5	22,7	22,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	516	617	643	614
	(% du PIB)	1,2	1,3	1,3	1,2
Hongrie					
PIB pm	(millions HUF)	28 660 518	30 127 349	32 400 148	33 999 012
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HUF)	-662 283	-770 317	-672 574	-533 902
	(% du PIB)	-2,3	-2,6	-2,1	-1,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,6	49,3	49,0	50,0
Recettes publiques	(% du PIB)	46,2	46,8	46,9	48,5
Dette publique	(millions HUF)	22 414 051	23 076 245	24 514 179	25 402 343
	(% du PIB)	78,2	76,6	75,7	74,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions HUF)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Malte					
PIB pm	(millions euro)	7 209	7 671	8 093	8 788
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-261	-199	-166	-120
	(% du PIB)	-3,6	-2,6	-2,1	-1,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,5	41,8	43,2	43,4
Recettes publiques	(% du PIB)	38,9	39,2	41,1	42,0
Dette publique	(millions euro)	4 872	5 246	5 421	5 622
	(% du PIB)	67,6	68,4	67,0	64,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	187	223	232	222
	(% du PIB)	2,6	2,9	2,9	2,5
Pays-Bas					
PIB pm	(millions euro)	645 164	652 748	663 008	676 531
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-25 064	-15 497	-15 028	-12 759
	(% du PIB)	-3,9	-2,4	-2,3	-1,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	47,1	46,3	46,2	45,1
Recettes publiques	(% du PIB)	43,2	43,9	43,9	43,2
Dette publique	(millions euro)	428 309	442 174	450 487	440 552
	(% du PIB)	66,4	67,7	67,9	65,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	11 791	14 096	14 684	14 015
	(% du PIB)	1,8	2,2	2,2	2,1
Autriche					
PIB pm	(millions euro)	317 117	322 539	330 418	339 896
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-7 046	-4 409	-9 055	-3 543
	(% du PIB)	-2,2	-1,4	-2,7	-1,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,5	51,2	52,8	51,6
Recettes publiques	(% du PIB)	49,2	49,9	50,0	50,6
Dette publique	(millions euro)	260 091	262 300	278 919	290 762
	(% du PIB)	82,0	81,3	84,4	85,5
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	5 741	6 863	7 149	8 053
	(% du PIB)	1,8	2,1	2,2	2,4

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2012	2013	2014	2015
Pologne					
PIB pm	(millions PLN)	1 629 392	1 656 842	1 719 704	1 798 302
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions PLN)	-60 138	-67 130	-58 980	-45 976
	(% du PIB)	-3,7	-4,1	-3,4	-2,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,7	42,4	42,1	41,5
Recettes publiques	(% du PIB)	39,0	38,4	38,7	38,9
Dette publique	(millions PLN)	875 085	922 563	863 810	919 660
	(% du PIB)	53,7	55,7	50,2	51,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions PLN)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal					
PIB pm	(millions euro)	168 398	170 269	173 079	179 540
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-9 529	-8 245	-12 402	-7 821
	(% du PIB)	-5,7	-4,8	-7,2	-4,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,5	49,9	51,8	48,4
Recettes publiques	(% du PIB)	42,9	45,1	44,6	44,0
Dette publique	(millions euro)	212 556	219 715	226 046	231 584
	(% du PIB)	126,2	129,0	130,6	129,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	1 119	1 119	1 119	1 119
	(% du PIB)	0,7	0,7	0,6	0,6
Roumanie					
PIB pm	(millions RON)	595 367	637 456	668 144	712 832
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-21 847	-13 289	-5 650	-5 387
	(% du PIB)	-3,7	-2,1	-0,8	-0,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	37,2	35,4	34,4	35,7
Recettes publiques	(% du PIB)	33,6	33,3	33,6	34,9
Dette publique	(millions RON)	221 873	240 777	263 153	270 077
	(% du PIB)	37,3	37,8	39,4	37,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions RON)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovénie					
PIB pm	(millions euro)	36 002	35 917	37 332	38 570
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-1 476	-5 396	-1 880	-1 031
	(% du PIB)	-4,1	-15,0	-5,0	-2,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,6	60,3	50,0	47,8
Recettes publiques	(% du PIB)	44,5	45,3	45,0	45,1
Dette publique	(millions euro)	19 404	25 505	30 199	32 071
	(% du PIB)	53,9	71,0	80,9	83,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	972	1 162	1 210	1 155
	(% du PIB)	2,7	3,2	3,2	3,0
Slovaquie					
PIB pm	(millions euro)	72 704	74 170	75 946	78 686
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-3 159	-2 017	-2 056	-2 130
	(% du PIB)	-4,3	-2,7	-2,7	-2,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	40,6	41,4	42,0	45,6
Recettes publiques	(% du PIB)	36,3	38,7	39,3	42,9
Dette publique	(millions euro)	37 926	40 600	40 725	41 293
	(% du PIB)	52,2	54,7	53,6	52,5
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	1 494	1 895	1 997	1 881
	(% du PIB)	2,1	2,6	2,6	2,4

PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2012	2013	2014	2015
Finlande					
PIB pm	(millions euro)	199 793	203 338	205 364	209 149
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-4 362	-5 315	-6 495	-5 752
	(% du PIB)	-2,2	-2,6	-3,2	-2,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	56,2	57,5	58,1	57,7
Recettes publiques	(% du PIB)	54,0	54,9	54,9	54,9
Dette publique	(millions euro)	107 708	114 801	123 696	133 111
	(% du PIB)	53,9	56,5	60,2	63,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	3 708	4 432	4 617	4 407
	(% du PIB)	1,9	2,2	2,2	2,1
Suède					
PIB pm	(millions SEK)	3 684 800	3 769 909	3 936 840	4 180 507
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	-35 974	-52 378	-62 542	7 610
	(% du PIB)	-1,0	-1,4	-1,6	0,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,7	52,4	51,5	50,3
Recettes publiques	(% du PIB)	50,8	51,0	50,0	50,5
Dette publique	(millions SEK)	1 392 315	1 524 308	1 780 747	1 836 820
	(% du PIB)	37,8	40,4	45,2	43,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions SEK)	2 575	5 321	5 657	5 519
	(% du PIB)	0,1	0,1	0,1	0,1
Royaume-Uni*					
PIB pm	(millions GBP)	1 675 044	1 739 563	1 822 480	1 870 693
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-138 576	-98 524	-104 401	-81 071
	(% du PIB)	-8,3	-5,7	-5,7	-4,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,3	44,7	43,7	42,8
Recettes publiques	(% du PIB)	38,1	39,0	38,0	38,5
Dette publique	(millions GBP)	1 424 798	1 499 826	1 604 811	1 665 974
	(% du PIB)	85,1	86,2	88,1	89,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions GBP)	2 016	3 226	3 226	3 226
	(% du PIB)	0,1	0,2	0,2	0,2
<i>Année budgétaire (ab)</i>		2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016
<i>PIB pm ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 690 042</i>	<i>1 759 560</i>	<i>1 834 591</i>	<i>1 882 528</i>
<i>Déficit public (-) / excédent (+) ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>-126 719</i>	<i>-104 095</i>	<i>-94 462</i>	<i>-76 622</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>-7,5</i>	<i>-5,9</i>	<i>-5,1</i>	<i>-4,1</i>
<i>Dette publique ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 425 567</i>	<i>1 522 459</i>	<i>1 604 013</i>	<i>1 651 935</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>84,4</i>	<i>86,5</i>	<i>87,4</i>	<i>87,8</i>
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	<i>(millions GBP)</i>	<i>2 420</i>	<i>3 226</i>	<i>3 226</i>	<i>3 226</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>

* Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1^{er} avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Les données du PIB utilisées ne sont pas corrigées des variations saisonnières. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.

Principales révisions entre la notification d'avril 2016 et celle d'octobre 2016

Des explications spécifiques par pays sont présentées ci-dessous pour les révisions les plus importantes du déficit et de la dette des années 2012 à 2015, intervenues entre les notifications d'avril 2016 et d'octobre 2016, ainsi que pour celles du PIB.

Déficit

Bulgarie: la baisse du déficit de l'année 2015 est en grande partie liée à une mise à jour de données sources relatives aux taxes (TVA).

République tchèque: la hausse du déficit de l'année 2015 est principalement due à une mise à jour de données sur les flux UE et les impôts, ainsi qu'à la disponibilité de données définitives pour des organismes divers d'administrations publiques.

Danemark: la hausse du déficit de l'année 2015 est principalement due à une mise à jour de données sources sur l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, ainsi qu'à une mise à jour des données sources des administrations locales et unités extrabudgétaires.

Estonie: la baisse de l'excédent de l'année 2015 est principalement due à l'enregistrement, en tant que dépenses publiques, d'injections de capital dans deux sociétés publiques nouvellement créées.

Grèce: la hausse du déficit de l'année 2015 est en grande partie due à la mise à jour de données sur des comptes spéciaux du Trésor.

Italie: la baisse du déficit de l'année 2013 est principalement due au changement de la date d'enregistrement du revenu généré par la vente de licences de fréquences radio.

Luxembourg: la hausse de l'excédent de l'année 2013 ainsi que de l'année 2015 est principalement due à une mise à jour de données fiscales et des contributions sociales. De plus, pour 2015, l'excédent est révisé du fait d'une diminution des dépenses d'investissement des administrations locales. La réduction de l'excédent de l'année 2014 est due à la diminution des contributions sociales.

Hongrie: la baisse du déficit de l'année 2014 ainsi que de l'année 2015 est principalement due à la mise à jour de données sources sur la consommation intermédiaire et la formation brute de capital fixe. En outre, pour 2015, les données sont révisées pour la date d'enregistrement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et des flux UE.

Slovénie: la baisse du déficit de l'année 2015 résulte de nouvelles informations concernant une structure de défaisance classée au sein du secteur des administrations publiques, ainsi qu'à une mise à jour de données sources sur la formation brute de capital fixe.

Slovaquie: la baisse du déficit de l'année 2015 est en grande partie due à une mise à jour de données sources relatives aux impôts.

Suède: l'amélioration du solde des finances publiques de l'année 2015 est principalement due à une mise à jour de données sources relatives aux impôts.

Dette

Allemagne: la hausse de la dette des années 2012 à 2015 est principalement due au reclassement, au sein des comptes publics, de transactions effectuées par des banques régionales de promotion pour le compte du sous-secteur de l'administration fédérale (Länder).

Espagne: la hausse de la dette des années 2013 et 2014 découle en grande partie de la reclassification d'une banque, aux activités principalement non-marchandes, au sein du secteur des administrations publiques.

Autriche: la hausse de la dette des années 2012 à 2014 est due, en particulier, à la reconnaissance comme dette publique des pièces de monnaie en euros. Pour l'année 2015, cet impact est compensé par une mise à jour de données sources relatives à une structure de défaisance.

Roumanie: la baisse de la dette des années 2012 à 2015 est due à l'effet de consolidation associé à la reclassification du fonds de garantie des dépôts au sein de secteur des administrations publiques.

Finlande: la hausse de la dette des années 2012 à 2015 est principalement due à l'enregistrement, comme dette publique, d'appels de marge sur produits financiers dérivés et de nantissements en espèces associés à des prêts de titres.

Suède: la hausse de la dette des années 2012 à 2015 est principalement due à la reclassification de certaines unités au sein du sous-secteur des administrations locales.

PIB

Par rapport à celui notifié en avril 2016, le PIB pour les années 2012 à 2015 notifié en octobre 2016 aux fins de la procédure sur les déficits excessifs a été révisé par certains États membres. L'Irlande a effectué des révisions importantes, notamment pour les années 2014 et 2015. Les variations du PIB affectent, par un effet de dénominateur, les ratios de déficit et de dette.

Révisions des ratios de déficit/excédent et de dette des administrations publiques - en pp de PIB
entre la notification d'avril 2016 et celle d'octobre 2016

		Déficit/excédent*				Dette**			
		2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Belgique	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	-0,1	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	-0,2
Bulgarie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,4	-0,1	0,0	0,0	-0,6
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,7
Rép. tchèque	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2	-0,2	-0,5	-0,7
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2	-0,5	-0,7
Danemark	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allemagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,3	0,3	0,2	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,4	0,4	0,4	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2
Estonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	-0,3	0,2	0,2	0,3	0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	-0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Irlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	0,4	-0,6	-0,5	-2,3	-15,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,1	0,4	-0,6	-0,5	-2,3	-15,1
Grèce	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	0,0	-0,3	0,0	-0,3	-0,4	0,5
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,4	0,3
Espagne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,3	1,7	1,1	0,6
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	1,2	0,7	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,5	0,4	0,5
France	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
Croatie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Italie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,6	-0,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,7	-0,5
Chypre	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	-0,3	-1,1	-1,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,3	-1,1	-1,3
Lettonie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Lituanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

** Révisions des ratios de dette: un signe positif correspond à une augmentation de la dette publique rapportée au PIB, un signe négatif correspond à une diminution.

Révisions des ratios de déficit/excédent et de dette des administrations publiques - en pp de PIB
entre la notification d'avril 2016 et celle d'octobre 2016

		Déficit/excédent*				Dette**			
		2012	2013	2014	2015	2012	2013	2014	2015
Luxembourg	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,1	0,2	-0,2	0,3	-0,2	0,2	-0,2	0,6
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,1	0,2	-0,2	0,3	0,0	0,1	0,0	0,3
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,1	-0,2	0,4
Hongrie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,2	0,4	-0,1	-0,2	-0,5	-0,6
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,2	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,2	-0,5	-0,6
Malte	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	-0,2	-0,1	0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,2	-0,1	0,1
Pays-Bas	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	-0,2	-0,3	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,2
Autriche	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,4	0,5	0,2	-0,7
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,4	0,4	0,4	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,3	-0,7
Pologne	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,1	-0,3	-0,3	-0,3	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,3	-0,3	-0,2	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2
Portugal	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	-0,1
Roumanie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2	-0,4	-0,5
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2	-0,4	-0,5
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Slovénie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,3	0,0	0,0	-0,1	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	-0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1
Slovaquie	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,3	-0,2	-0,2	-0,3	-0,4
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2	-0,3	-0,4
Finlande	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,9	0,5
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,9	1,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,6
Suède	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,2	0,6	0,7	0,5	0,5
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,2	0,6	0,7	0,7	0,8
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,3
Royaume-Uni	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	-0,1	0,1	-0,3	0,0	-0,1	-0,1
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,5	-0,2	-0,3	-0,3
UE28	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	-0,2
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,4
ZE19	Révision des ratios de déficit/excédent et de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	-0,3
	- due à la révision du déficit/excédent ou de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2	0,1
	- due à la révision du PIB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,4

* Révisions des ratios de déficit/excédent: un signe positif correspond à une amélioration du solde des finances publiques rapporté au PIB, un signe négatif correspond à une détérioration.

** Révisions des ratios de dette: un signe positif correspond à une augmentation de la dette publique rapportée au PIB, un signe négatif correspond à une diminution.